

Education : les régions veulent renforcer l'orientation et l'insertion des jeunes

Paris, 30 août 2017 (AFP) -

Les régions ont présenté mercredi une série de propositions pour améliorer l'orientation des élèves et l'insertion des jeunes dans le marché du travail, à l'occasion de la rentrée scolaire.

Chaque année, les régions françaises doivent prendre en charge plus de 2,2 millions de lycéens, dont quelque 665.000 dans le secteur professionnel, rappelle l'association Régions de France, qui regroupe l'ensemble des régions de métropole et d'outremer.

Le budget éducatif des régions a progressé de 8,4% en investissement en 2016 et de 1,2% en fonctionnement, à hauteur de 5,57 milliards d'euros, souligne-t-elle dans un communiqué.

Présidée par Philippe Richert (LR, Grand Est), Régions de France propose de transférer les Centre d'information et d'orientation (CIO) aux régions "en vue de la meilleure organisation des flux vers les différentes filières".

Les régions souhaitent que leur soit confiée "l'organisation de la totalité de l'offre de formation, dans les voies générale (options de langues notamment) et technologique, y compris le post-baccalauréat (bac +3)". Les régions exercent actuellement la compétence formation conjointement avec l'Etat.

Elles proposent d'étendre l'alternance au lycée professionnel et de développer les relations avec les entreprises.

Les régions souhaitent par ailleurs que soit arrêtée avec l'Etat "une feuille de route partagée en matière de numérique".

Elles réclament enfin une simplification des dispositifs, "notamment en arrêtant la concurrence des commandes de formations entre les régions et Pôle emploi".

Ces propositions devaient être transmises dans l'après-midi au ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, lors d'un entretien avec Philippe Richert.

dch/mat/fm

Afp le 30 août 17 à 17 25.